

EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 9 octobre 2023

Date de convocation : 29 septembre 2023

Date d'affichage : 29 septembre 2023

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Nombre de Conseillers présents : 23

Nombre de Conseillers votants : 26

L'an deux mille vingt-trois, le lundi neuf octobre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

Étaient présents : A. Guennou – M. Colas – A. Jégovic – K. Guessant – W. Macé – V. Rosnarho – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – V. Rebours – M. Devrand – A.G. Bertrand – I. Crézé – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – S. Hamon – F. Deniaux – V. Gaudu – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents excusés : H. Bourdonnais donnant procuration à B. Delanoë, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, I. Lévêque donnant procuration S. Hamon.

Était absent : M. Cosson

Monsieur Grégoire Kuntz est nommé secrétaire et Madame Aurélie Le Texier, secrétaire adjointe.

**OBJET : POSSIBILITÉ D'ESTER EN JUSTICE : DIFFUSION DU FILM
« Les algues vertes »**

Rapporteur : Annie GUENNOU, Maire

Le mercredi 12 juillet 2023 est sorti en salles le film « Les algues vertes », produit par Pierre Jolivet, sur un scénario de Pierre Jolivet.

Ce film fait suite à la bande dessinée du même nom d'Inès Léraud et Pierre Van Hove.

Il est présenté comme étant une enquête journalistique étayée et fouillée sur un scandale environnemental et sanitaire affectant le littoral breton et ayant provoqué des morts. L'enquêtrice est présentée comme étant confrontée à des hommes coupables et victimes à la fois pris dans l'engrenage du système agro-alimentaire industriel mis en place après la seconde guerre mondiale.

La presse s'est faite l'écho de ce film qui même s'il a été présenté par certains comme une fiction centrée sur le personnage d'une journaliste « dite » indépendante n'en demeure pas moins une action orientée politiquement et de nature à nuire gravement aux intérêts de la commune d'Hillion et de ses élus, d'ailleurs cités directement comme étant les acteurs d'un complot global.

Ce film sort à la suite d'un jugement du Tribunal administratif de Rennes qui ne donne pas suite à une action intentée contre, notamment, la commune d'Hillion.

Depuis de nombreuses années, les élus de la commune d'Hillion se sont emparés de ce sujet et mènent des actions en partenariat avec les différents partenaires institutionnels que sont l'État et Saint-Brieuc Armor Agglomération. L'action de la commune d'Hillion se révèle de premier ordre dans cette lutte contre ce fléau dont la commune est elle-même victime.

Une délibération du 16 septembre 2022 portant délégation du conseil municipal au maire prévoit la possibilité d'intenter des actions en justice pour défendre les intérêts de la commune et de ses élus devant les différentes juridictions et organismes. Les juridictions concernées par cette possibilité peuvent être administrative, judiciaire, pénale ou autres.

La commune peut défendre ses intérêts et doit défendre ceux de ses élus lorsqu'ils sont mis en cause, ce qui est publiquement le cas en l'espèce conformément à l'article L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

En l'espèce, il est nécessaire de prendre une délibération spécifique autorisant la Commune à agir dans le cadre de la diffamation publique et apportant la protection fonctionnelle aux élus concernés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et par un vote à bulletin secret, décide par 13 voix favorables, 7 voix défavorables et 6 absentions :

- De SE POSITIONNER favorablement sur ce sujet ;
- De DEMANDER à Madame le Maire d'agir en justice pour défendre les intérêts de la Commune et de ses élus, autant que de besoin, dans le cadre de la diffamation publique et de la protection fonctionnelle à Monsieur Mickaël COSSON ; s'étant retiré pour la présentation de cette demande et n'ayant donc pas pris part au débat ni au vote ;
- D'AUTORISER Madame le Maire à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Annie GUENNOU,
Maire.

